

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 80 Novembre 2010

M. X : « la route est encore longue ! »

Citoyen du Monde à Montrouge (CMM) a rencontré à nouveau M. X, toujours dissimulé dans un grand manteau, et derrière d'épaisses lunettes noires. Un appareil permet de modifier sa voix. Impossible même de savoir si sous ce nom se cache un homme ou une femme...

CMM : La loi sur les retraites a été promulguée. Nicolas Sarkozy n'enregistre-t-il pas une grande victoire ?

M. X : C'est une victoire à la Pyrrhus. Le mouvement de l'automne 2010 restera longtemps d'actualité parce que la question qu'en définitive il pose est la plus importante de notre société : celle du travail. Il aura inéluctablement d'importants prolongements.

Les acquis de 1936 sont le résultat d'une grande grève que personne n'attendait et qui a usé de méthodes originales. Ces mesures sociales, devenues la grande fierté d'une gauche politique à laquelle elles ont été imposées, n'auraient jamais été prises sans ce mouvement. Conséquence lointaine de 1968, l'élection de Mitterrand survenait après des années d'attente de l'arrivée au pouvoir d'une gauche unie autour d'un programme. La victoire de la gauche aux élections législatives de 1997 résulta de la mobilisation de 1995, contre l'offensive Balladur sur les retraites du secteur privé.

CMM : Mais Nicolas Sarkozy a plus d'un tour dans son sac !...

M. X : Oui, il va faire appel à ses habituelles recettes :

- saturer l'espace médiatique, en faisant du « buzz ». Le changement de gouvernement est un exemple. Mais en définitive, comme on sait que c'est lui qui prend toutes les décisions, quelle importance ? Les Français ne se passionnent pas pour ce feuilleton... Et il a tellement dit tout et son contraire que son discours est de moins en moins crédible.

- se déguiser en Zorro du G20. Mais sur la réforme du système monétaire international, sur la maîtrise des cours des matières premières, sur la gouvernance mondiale, pourra-t-il aller au delà de ses sempiternelles rodomontades ? On se souvient du « les paradis fiscaux, c'est ter-mi-né » ! ...

- provoquer des réflexes de peur, et désigner des boucs émissaires, les Roms, les « casseurs » de banlieue, les immigrés, pour diviser le peuple et capter l'électorat du Front national. Mais ce discours crédibilise celui du FN, qui redevient un concurrent sérieux. Mais l'offensive de l'« identité nationale » a tourné au fiasco. Mais le mouvement sur les retraites a été exemplaire, sans débordement. Mais les résultats sur la sécurité ne sont pas au rendez-vous. La meilleure politique de sécurité ne remplacera jamais une politique sociale ambitieuse, seule à même de favoriser l'inclusion de chaque citoyen et redonner l'espoir aux enfants des classes populaires et des ghettos. On ne réduit la délinquance qu'en asséchant son terrain.

CMM : la gauche a donc un boulevard devant elle ?

M. X : les plus redoutables dangers viennent de son sein.

L'oligarchie au pouvoir a toujours plusieurs fers au feu. La presse de droite, mais aussi de nombreux organes prétendument de gauche, créent une bulle médiatique autour d'un certain « favori des sondages », qui, en raison de ses fonctions, ne s'exprime pas sur la situation française. Mais qui, quel expert avisé !, déclarait en octobre 2007 : « la crise financière ne devrait pas avoir d'effet dramatique sur la croissance mondiale, la situation est maintenant sous contrôle »...

Le mécanisme des « primaires » pour le choix du candidat socialiste peut aboutir à exacerber les divisions, sous l'œil goguenard de la droite. Et quelle idée que de faire appel, pour arbitrer, à tous ceux qui se disent de gauche ? L'expérience de 2007, où le « corps électoral » pour choisir le candidat socialiste avait été élargi aux adhérents à quelques euros, n'avait pourtant pas été concluante. On avait bien vu alors combien ce mécanisme avait été influencé par les médias et par les sondages...

La multiplication des candidatures peut avoir des effets catastrophiques. Certes, toutes ces candidatures sont légitimes. Et l'élection présidentielle offre aux différents courants d'opinion une précieuse tribune. Mais il ne faut pas oublier qu'il faut se trouver, à l'issue du premier tour, parmi les deux premiers. Souvenons-nous de 2002 !

CMM : Alors, que faire ?

M. X : Que les citoyens, dès maintenant, se mobilisent ! Pousser les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales. Adhérer à l'organisation politique de son choix. Se syndiquer. Et si on ne se reconnaît dans aucune organisation politique, **adhérer à une association, un mouvement d'éducation populaire...**

Participer à l'élaboration d'un programme.

La première priorité, c'est l'emploi pour tous les jeunes : isolation des logements, réduction des déplacements, transfert de la route au rail, fabrication d'objets durables, recyclage, basculement vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement, relocalisation de l'économie, accueil de la petite enfance, enseignement, recherche ... **Il y a là du travail pour tout le monde !** La plupart des modes de production écologiques demandent plus de travail que les productions polluantes. Une politique environnementale est donc créatrice d'emploi. Et c'est une politique sociale, car ce sont les plus défavorisés qui subissent de plein fouet la hausse des coûts de l'énergie.

Justice fiscale. Blocage des loyers. Réduction de notre dépendance à l'étranger, en achetant local, en économisant l'énergie.

Ce ne sont pas les idées qui manquent. La route est encore longue ! Continuons le combat !

(sources : Le Monde, 4 novembre, Christian Chevandier, JeremyRobine ; 24-25 octobre, JP Dupuy ; 22 octobre, Hervé Kempf).

Bonnes nouvelles

Dilma Rousseff élue présidente du Brésil. « J'ai lutté pour aider le Brésil à changer, et j'ai changé avec lui. J'ai appris l'importance de la démocratie. Mais je suis fière de ne pas avoir changé de camp ».

Egalement réconfortant : le très bon score au premier tour de l'ancienne ministre de Lula, Marina Silva, qui avait bataillé contre le lobby de l'agrobusiness puissant au Parlement (résistant, en vain, au soja transgénique et à la construction d'usines hydroélectriques, elle s'est mobilisée pour la protection de l'Amazonie et a limité la déforestation). (*Le Monde*, 27 octobre, 2 novembre).

Des jeunes plus politisés que leurs aînés et plus radicaux. C'est ce que montre une étude de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Alors que l'opposition entre droite et gauche est souvent présentée comme dépassée, les jeunes interrogés s'y réfèrent plus souvent en 2008 que dans les années 1990 ou 1980. Les positionnements à l'extrême-gauche ont fortement augmenté ces dernières années : de 7 % des 18-30 ans en 1999 à 13 % en 2008. Les jeunes les plus instruits sont aussi critiques que les moins instruits, à peine 19 % d'entre eux faisant confiance aux partis politiques. (*Le Monde*, 4 novembre).

L'enquête sur les « biens mal acquis » par trois potentats d'Afrique sera rouverte. En mars 2007, les associations Sherpa et Survie, et la Fédération des Congolais de la diaspora avaient porté plainte contre les présidents Bongo, Sassou-Nguesso et Obiang, soupçonnés d'avoir utilisé de façon abusive l'argent de leur Etat pour se constituer un important patrimoine parisien. Une enquête de police avait établi l'impressionnant patrimoine des présidents visés, mais le parquet (aux ordres ?) avait classé sans suite. En décembre 2008, Transparency International France avait déposé une nouvelle plainte. Le doyen des juges d'instruction l'avait jugée recevable en mai 2009, mais le parquet avait fait appel, et la cour d'appel de Paris avait annulé la décision de la juge d'instruction. Un arrêt de la Cour de cassation du 9 novembre 2009 autorise cette enquête, et ouvre ainsi des perspectives nouvelles aux associations qui dénoncent la corruption. (*Le Monde*, 11 novembre).

Epuisement des ressources minières

La compétition pour les minerais rares est une source de conflits majeurs. Indispensables aux technologies de pointe, ils sont monopolisés par la Chine.

La production de nombre de technologies nouvelles, dont celles qui permettent de réduire les émissions de carbone (éoliennes, voitures électriques, ampoules basse consommation, etc.), requiert des métaux rares et précieux. Or, les réserves de ces éléments sont comptées, et leur recyclage reste presque inexistant. Un exemple ? Indispensable à la fabrication d'écrans à cristaux liquides, de cellules photovoltaïques et de semi-conducteurs, **l'indium** pourrait voir ses réserves mondiales épuisées d'ici **13 ans** seulement.

Les réserves de zinc, de germanium, d'arsenic, de rhodium, d'argent, d'indium, d'étain, d'antimoine, de hafnium et d'or vont de 5 à 50 ans seulement.

La Chine détient 91 % des réserves d'antimoine, 72 % de germanium, 58 % d'indium. Elle produit 95 % des terres rares.

L'une des principales raisons de la guerre civile en cours au Congo, qui a déjà fait 5 millions de morts, est la présence de gisements de matières premières, notamment de coltan, dans la province orientale du Kivu.

De tels conflits ne peuvent que se multiplier à l'avenir, y compris dans l'Arctique, et au fond des océans.

Nous devons exploiter les gisements qui dorment dans les décharges, développer des substituts artificiels et accroître l'efficacité de notre utilisation des matières premières au moyen de l'innovation chimique et technologique. (*Le Monde*, 27 octobre, 5 novembre).

Réchauffement climatique

Les pays les plus vulnérables face au péril climatique ? Bangladesh, Inde, Madagascar, Népal, Mozambique, Philippines, Haïti, Afghanistan, Zimbabwe, Birmanie, Ethiopie, Cambodge, Vietnam, Thaïlande, Malawi, Pakistan... (*étude du cabinet britannique Maplecroft, présentée dans Le Monde*, 21 octobre).

Lobby global pour polluer local. Les plus gros pollueurs européens, dont les Français Lafarge et GDF Suez ainsi que les Allemands Bayer et BASF, ont financé les sénateurs américains niant les dangers du réchauffement climatique. D'après le Réseau action climat (RAC), ils leur ont versé plus de 306 000 \$ en 2010. « Un sabotage à l'échelle mondiale, parce que l'absence d'action aux Etats-Unis a été l'une des principales raisons de l'échec » du sommet de Copenhague.

En Europe aussi, le lobby fait rage : les groupes de pression défendent ici l'idée selon laquelle aucune réduction drastique d'émissions de gaz à effet de serre ne doit être adoptée « avant toute action des Etats-Unis en la matière ». (*Politix*, 28 octobre).

Energies renouvelables

Temps de retour. Pour les photopiles au silicium mono et polycristallin, le temps de retour (c'est-à-dire le temps au bout duquel l'énergie produite est égale à l'énergie qui a été nécessaire pour les produire) varie entre 1,36 et 4,7 années, selon les calculs de l'Agence internationale de l'Energie. Pour les éoliennes de grande taille les plus récentes, il est de 3 à 6 mois, selon le Cern. Par comparaison, pour les réacteurs nucléaires français, il est de 7 ans, selon EDF (et de plus de 10 ans, selon des sources indépendantes). (*Silence*, octobre).

Drogue. Selon l'ONU, le crime organisé est « une menace globale » pour la stabilité internationale. Le chiffre d'affaires annuel des entreprises du crime atteint 85 milliards d'euros, dont 75 milliard d'euros proviennent du trafic de

drogue. (Le Monde 24-25 octobre). [Pourquoi traiter les drogues autrement que l'alcool ? L'alcool pèse plus que les drogues sur la société, selon une étude britannique, publiée dans la revue The Lancet –Le Monde, 11 novembre].

Union européenne

Faillite. La crise financière de 2007-2008 avait montré la faillite de la dérégulation financière. Mais dans un premier temps, les Etats, sous l'emprise de la nécessité, avaient semblé répudier les dogmes : relance budgétaire, nationalisations de banques, interventions publiques massives... La crise grecque a montré qu'il n'en était rien : les gouvernements européens ont contraint la Grèce – et se contraignent eux-mêmes – à satisfaire les exigences des spéculateurs financiers sans avoir pris aucune mesure significative de régulation à leur encontre. Surtout, cette crise a dévoilé la faillite de l'Union européenne. L'euro était supposé construire une zone de coopération économique. Mais la concurrence sociale et fiscale (remportée la première par l'Allemagne, la seconde par l'Irlande...), la liberté de circulation des capitaux, la dérégulation et les privatisations ont aggravé la concentration des revenus et des pouvoirs, creusé les inégalités entre pays et au sein de chaque pays. Les Etats et les institutions européennes se sont volontairement privés des outils budgétaires et politiques nécessaires à la construction de solidarités continentales. La crise financière a provoqué d'énormes déficits publics. Les marchés financiers ont pu mordre la main des Etats qui les avaient sauvés, poussant ceux-ci à imposer aux populations des plans d'austérité généralisés sous l'égide du FMI et des agences de notation financière.

Le traité de Lisbonne paraît à tous comme dérisoire par rapport aux enjeux de la construction européenne. Pour stopper les dérives xénophobes et racistes qui montent partout en Europe, il n'y a qu'une voie : construire des alternatives solidaires en Europe. (Thomas Coutrot, *Politis*, 21 octobre).

Le savez-vous ? A eux seuls, un tout petit nombre de pays de l'Union européenne « pèsent », en termes de PIB, autant que tous les autres réunis. Quel est ce nombre (2 ? 3 ? 4 ? 5 ?) ? Quels sont ces pays ? (réponse en page 4)

France

Indécence du capitalisme financier. « Produits dérivés, stock-options, retraites chapeaux, paradis fiscaux, etc, voilà l'indécence du capitalisme financier. Evidemment, ce qui est obscène n'est pas le petit commerce du boutiquier ou le prêt rémunéré à la grande aventure. Ce qui constitue vraiment la démesure, c'est le fait qu'il puisse exister dans une démocratie un (e) citoyen (ne) disposant d'un capital de 15,6 milliards d'euros qui engendre mécaniquement – à travers une gestion boursière et fiscale optimisée par de bons serviteurs, formés aux meilleures écoles de la guerre économique et, comme Florence Woerth, stipendiés à cette fin – quelque 600 millions d'euros annuels au minimum, soit **le salaire d'environ 5 000 smicards** ! Revenu fabuleux, impossible à dépenser, même par une personne sénile entourée de parasites avides !

L'auto-engendrement du capital est au cœur de la logique d'accumulation illimitée de notre société. »(Serge Latouche, *Politis*, 28 octobre). [De ce point de vue, ne faudrait-il pas refaire, comme en 1789, une nuit du 4 août ? JPA]

Prélèvements obligatoires. Chacun devrait apporter au pot commun en fonction de sa capacité contributive. Pour qu'il y ait un effet redistributif, il faut que l'impôt soit non pas simplement proportionnel, mais progressif (le taux croît avec le revenu ou le capital taxé). Qu'en est-il ?

Le prélèvement obligatoire qui pèse le plus lourd (**37,4 %** du total des prélèvements obligatoires), ce sont les **cotisations sociales** (qui alimentent les caisses de retraite, l'assurance chômage, ...), prélèvement proportionnel, et qui ne porte que sur les revenus du travail (et donc pas sur les revenus du capital) ! En deuxième position, vient la **TVA (15,6 %** du total des prélèvements obligatoires), impôt proportionnel à la dépense de consommation. En 3^{ème} position, viennent la **CSG et la CRDS (10,9 %** du total), qui portent, de façon proportionnelle (mais là encore non progressive), sur les revenus du travail, les retraites, les loyers, et les revenus du capital assujettis à l'impôt.

L'impôt sur le revenu, qui est le seul impôt progressif (avec l'impôt sur la fortune), **n'arrive qu'en 6^{ème} position (6,1 % seulement** du total), après un ensemble d'autres impôts, proportionnels, qui portent sur des assiettes diverses (7,5 % du total), et après l'ensemble constitué de la TIPP, de la taxe sur les alcools, tabac, le loto et les assurances, impôt proportionnel à la dépense sur des produits spécifiques (6,1 % du total).

Viennent ensuite l'impôt sur les sociétés, qui ne représente que 5,9 % du total des prélèvements obligatoires, et qui porte, de façon proportionnelle, sur les profits des entreprises ; la taxe professionnelle (2,9 %), qui porte sur les capitaux immobilisés ; la taxe foncière (2,7 %), qui porte sur les propriétés immobilières ; la taxe d'habitation (1,6 %), qui porte sur l'occupation d'un logement ; les droits d'enregistrement (1,2 %), perçus lors de la cession de biens immobiliers ; l'impôt sur les revenus du capital (en dehors de l'impôt sur le revenu) (0,7 %) ... et enfin l'impôt de solidarité sur la fortune, progressif, mais qui est réduit par de nombreuses exonérations (0,5 %).

(d'après *Alternatives économiques hors-série « les chiffres 2011 l'économie et la société, en 30 thèmes et 280 graphiques*).

Gribouille et le logement. Sept ans après le vote de la loi Borloo sur la rénovation des « quartiers sensibles », la tentation de faire table rase a montré ses limites. A partir de 2004, la priorité a été donnée aux démolitions, au détriment de la réhabilitation de bâtiments qui ne sont pourtant pas tous délabrés. Des dynamitages spectaculaires sont décidés le plus souvent sans véritable concertation avec les habitants. Un référendum a certes été organisé à Arcueil (Val de Marne), mais cette démarche participative reste très rare. Au final, il devrait y avoir 135 000 démolitions de logements sociaux en France, pour seulement 129 000 reconstructions. Sans compter que les logements démolis sont de plus grande taille que ceux qui sont reconstruits.

Et paradoxalement, les démolitions-reconstructions menées au nom de la mixité sociale aboutissent à une « reconcentration sociale », îlot par îlot.

Les perdants, ce sont ces millions de personnes mal logées en attente d'une HLM. (*Alternatives économiques, novembre*).

Grenelle de l'environnement : tout ça pour ça ?!

A celles et ceux qui fondaient encore quelques espoirs dans le Grenelle de l'environnement, l'été 2010 aura été fatal !

JL Borloo a présenté un schéma directeur des infrastructures de transport qui envisage la construction de 900 km de nouvelles autoroutes (soit une augmentation de 8 % du réseau autoroutier existant) ; admis comme « grenello-compatible » le projet d'aéroport prévu à Notre-Dame des Landes ; accepté des amendements parlementaires qui tuent dans l'œuf la filière éolienne française...

Second réacteur nucléaire EPR à Penly, décidé avant la tenue d'un débat public, ligne à très haute tension pour celui de Flamanville ; méga-incinérateur d'ordures ménagères à Fos-sur-Mer ; inscription de nouveaux OGM au catalogue officiel des semences ; renouvellement de certains insecticides tueurs d'abeilles ; développement en catimini des nanotechnologies ; autorisation accordée aux camions de 44 tonnes de circuler sur les routes françaises ; légalisation de milliers de panneaux publicitaires autrefois illégaux ; mort de la fiscalité écologique...

Sarkozy, qui voulait faire figure de géant vert est trop lié aux puissances de l'argent pour pouvoir sérieusement incarner la révolution écologique. (*d'après Stéphen Kerckhove, délégué général d'Agir pour l'environnement, Silence, octobre 2010 et Politis, 21 octobre*).

Bientôt la cantine scolaire gratuite à Grigny (Rhône) ? A lire, dans le « hors série » oct-nov de *Politis* (changer de société) un article passionnant sur la municipalité de Grigny, qui porte un projet de société fondé sur la gratuité de certains services, à commencer par la cantine scolaire ! Dès aujourd'hui, la restauration scolaire est prise en charge par une régie municipale. 20 à 25 % des composants de l'assiette sont bios. Comment Grigny s'y prend-elle pour augmenter l'offre locale de produits bios ? En quoi consiste le budget participatif à Grigny ? Comment Grigny évitera-t-elle de faire peser des hausses d'impôt sur la population ? Grigny a demandé son adhésion au réseau des villes lentes (www.cittaslow.net).

Dans le même numéro, on lira aussi un reportage sur **Murs-Erigné** (Maine et Loire), qui tente de sensibiliser ses concitoyens aux économies d'énergie. 50 % d'économie d'électricité, en éteignant quelques heures chaque nuit les réverbères, et en passant à des ampoules de 70 W au lieu de 150. Des allers et retour domicile-travail évités, en prenant en compte pour l'attribution des HLM la proximité entre lieu de travail et lieu de résidence. Les 350 m² de panneaux photovoltaïques du toit de l'école ont coûté 188 000 €, mais ils rapporteront 52 000 kWh et 31 000 € par an. L'installation sera amortie dans deux ans et demi, et l'électricité sera gratuite pour la commune. Comme pour les HLM, dotés dès leur conception de 165 m² de panneaux installés sur les toits.

« Il s'agit maintenant de produire l'ensemble des **biens communs** auxquels nous accordons individuellement et collectivement de l'importance. De ce point de vue, la santé, l'autonomie des personnes, l'égalité entre les hommes et les femmes, la sécurité économique des travailleurs, la préservation de l'environnement, la qualité de l'urbanisme, l'accès aux services publics, la solidarité territoriale, le temps libéré pour des activités autonomes, etc, ne sont pas des éléments moins importants que le confort matériel. Nos vraies richesses sont là. » (*extrait d'un texte mis en débat au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, cité par Jean Gadrey, Politis hors série, octobre- novembre*).

Le Haut Conseil à l'intégration (que préside depuis fin 2008 Patrick Gaubert, ancien président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) **préoccupé par la montée de « tensions ethno-culturelles »**. Si la proportion de jeunes de 0 à 18 ans d'origine immigrée (au moins un parent immigré) était en 2005 de 18,1 % en France, contre 22 % aux Pays-Bas, 25 % en Suède et 28 % en Allemagne, sa répartition est très inégale, atteignant 57 % en Seine-Saint-Denis et dépassant 60 % dans vingt communes d'Ile-de-France. (*Le Monde, 26 octobre*).

Michel Onfray dénonce [*à juste titre*] **un affabulateur, Freud** : « quel penseur pourrait combattre le délirant qui croit plus à ses légendes (le complexe d'Edipe, la horde primitive patriarcale, le meurtre du père, le banquet cannibale, la crainte de la castration, etc.) qu'à la réalité historique qui invalide toutes ces histoires à dormir debout ? » (*Le Monde, 17-18 octobre*).

Le savez-vous ? Réponse : 3 pays de l'Union européenne, à eux seuls, pèsent, en termes de PIB, davantage que l'ensemble des autres : l'Allemagne (20,5 %), la France (15,9 %), le Royaume-Uni (14,0 %), soit un total de 50,4 %. Viennent ensuite l'Italie (12,6 %), l'Espagne (8,5 %), les Pays-Bas (4,8 %), ... (*Alternatives économiques, novembre*).

Courrier des lecteurs

N.T. : Si vous passiez à ma boutique (18 rue Perier) que l'on parle de production Française ? (c'est ma spécialité). Cordialement.

PS Avec visite de l'atelier en prime. C'est moins loin que Porto Alegre et on y a de vraies solutions.

www.STILICFORCE.com

A. O. : J'ai lu l'article Citoyen du monde à Montrouge, et je le trouve très juste, mais je me permet de faire une remarque, révélée par aucun analyste ou expert dans les média, commentaires, articles... :

si les citoyens prennent à cœur de s'opposer au réforme des retraites de la droite, Sarkozy en tête,

s' ils défilent de plus en plus nombreux, motivés, concernés,

c'est que ces citoyens veulent **aussi dire à la gauche** et en particulier au parti socialiste :

"Quand vous serez au pouvoir, en 2012, ne faites pas comme à chaque fois, n'entérinez pas les réformes de la droite, (ni vu ni connu j' t'embrouille),

ou vous nous retrouverez dans la rue, avec autant si ce n'est pas plus de citoyens en colère contre vous". Et ce point ne devrait échapper à personne.

Donc en bref "Femmes et hommes qui représentent ou qui représenterez les idéaux de la gauche, rappelez vous la colère du peuple à l'automne 2010, et tremblez si vous l'avez oublié, après 2012".

*** (*ce correspondant a demandé l'anonymat*) : invitation à une partie de Wii : voilà comment on occupe les salariés de FT à Issy-les-Moulineaux (Orange labs ex CNET) pour éviter qu'ils dépriment ! Panem et circences...

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.